

l'idée soit bonne, et je dirai pourquoi par la suite. Deuxièmement, que nous devrions arranger une suspension d'armes. Troisièmement, que nous devrions prendre des mesures pour empêcher les autres pays d'expédier des armes au Nigéria. Lors d'un témoignage subséquent, on a admis au comité que nous devrions peut-être essayer d'empêcher aussi la livraison d'armes au Biafra. Au début, les députés ne s'inquiétaient que des livraisons d'armes au Nigéria. Quatrièmement, que nous devrions accorder une aide militaire pour établir une impasse entre le Nigéria et le Biafra. Certains témoins paraissaient favorables à un moyen de rendre le Biafra plus puissant que le territoire fédéral du Nigéria. On a également proposé que le Biafra lui-même soit reconnu, proposition qui, heureusement, semble avoir été oubliée.

● (5.50 p.m.)

Enfin, quelqu'un a laissé entendre à mots couverts, un membre, non pas de la Chambre, mais d'une Assemblée législative provinciale, que, plus tard peut-être, sinon en tête de liste des priorités, nous devrions étudier la possibilité de faire en sorte que plus d'armes soient expédiées au Biafra. De telles attitudes servent mal, à mon avis, les intérêts du pays et les relations amicales que nous entretenons avec les autres pays du monde. (*Applaudissements*)

Au milieu de toute cette confusion, et les Canadiens peuvent s'en féliciter, comme d'ailleurs les Nigériens et les Biafrais, notre premier ministre (M. Trudeau) a su démontrer ses qualités de chef et a refusé de se laisser emporter par ce courant d'émotivité. A mes yeux, le Canada a suivi la seule voie susceptible de donner des résultats valables. Le Canada a décidé, et à bon escient d'après moi, que le conflit nigéro-biafrais était une guerre civile, donc une question d'intérêt national pour ce pays, et que nous n'avions pas le droit de nous ingérer dans sa politique. Saisir les Nations Unies de la question équivaldrait, selon moi, à une intervention dans une guerre civile, et c'est pourquoi je ne crois pas que nous devrions le faire.

En second lieu—et c'est le point que je veux surtout faire valoir cet après-midi—le Canada se doit de respecter le droit international et d'en tenir compte. Il me paraît étrange qu'à notre époque où la paix mondiale dépend des bonnes relations entre les pays, certaines personnes à la Chambre des communes, qui tiennent à la paix tout autant que moi, demandent au gouvernement de

prendre des mesures susceptibles de porter atteinte aux lois internationales qui régissent les rapports des nations entre elles. (*Applaudissements*)

Je ne puis comprendre qu'on puisse précéder la paix et insister, d'autre part, pour que nous prenions le taureau par les cornes en faisant fi de telles lois. Les nations doivent aujourd'hui songer de toute nécessité aux répercussions à long terme de leur politique étrangère. A moins que les pays ne respectent l'intégrité les uns des autres, le monde n'aboutira qu'au chaos et à la destruction de toute l'humanité.

On a insinué au cours du débat que le concept de souveraineté était dépassé. Je sais que tout concept des relations internationales dépend d'un examen minutieux. Mais il est tout à fait discutable de dire que l'abolition du principe de souveraineté internationale ou des droits des nations individuelles serait avantageuse pour l'humanité, à l'heure actuelle.

Certains honorables vis-à-vis parlent comme si nous devions intervenir dans cette guerre. Je me demande s'ils parleraient sur le même ton si la nation actuellement aux prises avec cette guerre civile était assez importante, assez forte pour nous envoyer promener. Je me demande s'ils sont disposés à voir le Canada s'en mêler, seulement parce qu'ils se sentent à l'abri de représailles. Les mêmes règles devraient s'appliquer aux nations puissantes et aux nations plus faibles. Je n'ai jamais entendu d'honorables vis-à-vis proposer que nous nous ingérions dans les affaires de, mettons, la Tchécoslovaquie ou de la Russie, quand il survient quelque chose là-bas. Il nous faut être circonspects dans de telles circonstances si nous voulons avoir la paix dans le monde; il nous faut l'être dans ce cas-ci, autrement ce sera le chaos dans l'Afrique tout entière.

Autre chose. Dans sa politique étrangère, le Canada reconnaît, avec raison selon moi, que nos initiatives humanitaires doivent passer par le gouvernement du Nigéria. Si grand que soit notre désir de le faire, nous ne pouvons apporter notre aide humanitaire à ce pays et faire fi du gouvernement légitime de cette nation. Il ne faut pas oublier que la région actuellement occupée par les troupes sécessionnistes est seulement un îlot au milieu du territoire fédéral du Nigéria. Le Biafra n'a pas de port; il n'a pas accès au monde extérieur sauf par le territoire fédéral ou par la voie aérienne. Dans ces circonstances, il est impossible d'offrir une aide efficace sans la